

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 27 SEPTEMBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

## EDITORIAL LE PLAN DE RELANCE ! BELLE OPERATION

## PUBLICITAIRE POUR LA PREFECTURE !

Depuis le retour de Le Cornec, on nous sert le plan à toutes les sauces : à petite dose ou à dosse massive, mais régulièrement. Conférence de presse du préfet, ou débat radiodiffusé avec les différents services préfectoraux, viennent tour à tour nous convaincre de l'importance capitale de ce plan.

10 milliards ! Certes, ce n'est pas une petite affaire. 250F. distribués à 160000 enfants et 126F. de plus à 55000 d'entre eux, permettront assurément à bien des familles d'envisager cette rentrée d'une façon moins dramatique.

Faudrait-il encore que ces enfants reçoivent effectivement ces sommes. L'an dernier, bien des familles n'ont pas perçu l'allocation-rentree...

Quoiqu'il en soit, que représente une telle somme ?

Ce n'est qu'une partie infime des salaires qui ne sont pas versés aux travailleurs des Antilles et cela depuis des années. Le SMIC-DOM est actuellement encore en dessous de 1100F.; c'est donc bien plus de 376F. que l'état et les patrons économisent en donnant des salaires aussi bas. C'est ce qui leur permet de faire une bonne affaire publicitaire, un geste large en faveur des économiquement faibles.

Les 376F. par enfant seront bien vite absorbés par les frais de la rentrée et les familles se retrouveront en face des mêmes problèmes : nourrir et entretenir une famille, pendant douze mois.

Quant au "volet économique" de ce plan, Le Cornec l'a dit lui-même, il permettra la création de 6 à 700 emplois nouveaux. Quand on sait que les chiffres officiels tournent autour de 40 000 chômeurs, quand on sait que de la récolte sucrière 75 à 76, bien plus de 600 emplois seront supprimés par l'extension de la coupe mécanique, on voit tout le mépris du gouvernement pour les travailleurs guadeloupéens.

Que ces messieurs fassent leur plan, qu'ils essaient d'empêcher le mécontentement et le colère d'éclater, dans leur propre intérêt d'ailleurs, mais qu'ils ne nous présentent pas cette opération comme une preuve de la générosité du gouvernement français !

## ESPAGNE FRANCO ASSASSIN !

Ainsi malgré les très nombreuses protestations qui se sont faites entendre dans le monde, il semble que le dictateur sénile Franco, s'apprete à assassiner 6 des 11 condamnés à mort.

Le régime de l'assassin Franco a pris naissance sur les cadavres de dizaines de milliers de morts de la guerre civile. Jusqu'à sa mort, Franco sera resté le bourreau du peuple espagnol. Et s'il y

a encore une chance de le faire céder, c'est en manifestant et en obligeant les Etats qui entretiennent des relations avec l'Espagne, à faire pression sur le vieil assassin.

Mais quelle que soit l'issue de l'événement dramatique que nous vivons, il ne pourra en rien empêcher que la haine du peuple espagnol et des travailleurs n'éclatent un jour à la face de ses bourreaux.

## GUADELOUPE CAMPAGNE DE LANCEMENT DU BI- HEBDOMADAIRE DANS LES COMMUNES

### BAIE-MAHAULT

Depuis samedi dernier, notre tendance organise une campagne de lancement du bi-hebdomadaire "Combat Ouvrier" en Guadeloupe.

Dimanche, le journal était présenté à la population de Baie-Mahault.

Arrivés tôt le matin, avec tracts, affiches et panneaux politiques, nos camarades restèrent toute la journée dans la commune. Certains allèrent dans les sections, d'autres dressèrent un stand sur la place du marché présentant des romans, des journaux et des panneaux d'information sur Combat Ouvrier. Les visiteurs furent nombreux et ne cachèrent pas leur intérêt pour la nouvelle parution, et surtout sur le fait qu'elle soit disponible régulièrement dans la commune chaque mercredi et chaque samedi.

Le soir, une quarantaine de personnes se regroupèrent à la réunion d'information et les discussions se poursuivirent jusqu'à 21 heures.

Le même jour, la même opération se déroulait à Trois-Rivières et à Sainte-Anne.

La campagne continue et toute la semaine, le journal bi-hebdomadaire a été présenté dans une commune différente, pour que Combat Ouvrier devienne le journal de tous les travailleurs, de tous les opprimés.

\* \* \*

### SAINT-FRANÇOIS

Le lundi, nos camarades passaient à Saint-François. Là aussi, pendant toute la journée, il eurent l'occasion de discuter avec les habitants de la commune, et furent bien accueillis. Le soir, ils prirent la parole sur la place du marché, et environ une cinquantaine de personnes assistèrent à la réunion, où de nombreuses questions furent posées. Un conseiller municipal tenta de les faire partir, mais il dut finalement battre en retraite. Notons que ce même conseiller menaça un travailleur présent, de lui faire perdre son emploi. (!)

A la fin, pendant la discussion, nos camarades ont eu droit à la visite des gendarmes, mais ceux-ci durent se retirer, ne pouvant rien reprocher de précis.

COMBAT OUVRIER  
BIENTÔT EN VENTE  
DANS LES COMMUNES

# BIENTÔT LA RENTREE !

## TOUJOURS PLUS CHERE POUR LES PARENTS

Le jour J est maintenant tout proche. Dès le 1er octobre, élèves et enseignants reprendront les chemins des écoles et des lycées. Cette année encore, les problèmes seront nombreux : manque de classe, manque de postes d'enseignants, problème de l'auxiliaire, etc ...

Pour l'heure, les familles font leurs comptes. La rentrée scolaire coûte cher dans une famille de 4 ou 5 enfants où il n'y a qu'un seul et maigre salaire.

Malgré les allocations de rentrée, sur lesquelles toute une publicité est orchestrée, la gratuité de l'enseignement reste une image qui n'a rien à voir avec la réalité.

On prévoyait pour la France une augmentation de 18% du coût de la rentrée pour une famille.

Ce chiffre ne peut être que plus élevé encore ici aux Antilles.

C'est dire que la petite allocation consentie par le gouvernement ne sera pas, loin de là, suffisante pour faire face aux dépenses occasionnées par la rentrée scolaire.

## DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

La rentrée vue du côté enseignant risque d'être aussi marquée par un certain nombre de problèmes.

Du côté de l'enseignement primaire, c'est surtout le problème des instituteurs remplaçants qui est crucial. Près de 300 d'entre eux ne sont pas dans une situation régulière. Certains ont passé le CAP et ne sont pas pour la plupart ni stagiaires ni titularisés. Cela parce que le gouvernement n'est pas pressé de créer des postes nouveaux. On parle d'une trentaine de postes créés au lieu des 300 nécessaires.

Il va sans dire que cela crée une situation morale des plus déplorables : en fin de chaque vacance scolaire, les jeunes instituteurs sont ainsi plongés soit dans l'inquiétude, soit dans la recherche d'un bon "filon" qui leur permettra de travailler.

Quant aux remplaçants sans CAP ou aux "éventuels", leur situation est encore plus précaire. Ils ne sont assurés en aucune manière de pouvoir travailler. Il est bien sûr aberrant que la seule possibilité de trouver du travail pour des jeunes en possession du baccalauréat soit l'enseignement. Mais cela c'est la situation de sous-développement économique de la Guadeloupe qui le veut. Tant que l'économie du pays ne sera pas prise en main par le peuple de la Guadeloupe lui-même il en sera ainsi. Car le gouvernement français n'a aucun intérêt à prendre les mesures qui pourraient donner de la vigueur et de l'entrain à l'économie, offrant ainsi d'autres débouchés aux jeunes.

Il est là pour défendre quelques privilégiés. Le reste ne le concerne pas. Il n'est donc pas étonnant que l'un des principaux débouchés pour les jeunes qui ont eu la chan-

ce de faire des études, soit l'enseignement. Mais à la longue, cette source d'emploi risque d'être tarie.

Et cela d'autant plus vite que bientôt vont fonctionner des universités en Martinique et Guadeloupe, qui formeront régulièrement un contingent de candidats pour l'enseignement. Les jeunes qui seront le moins diplômés seront ainsi progressivement chassés de l'enseignement au bénéfice des nouveaux promus.

Ne pouvant trouver place ailleurs, ils seront invités à aller chercher fortune en France.

## DANS LE SECONDAIRE

Dans l'enseignement secondaire, c'est aussi le même problème. Le mécontentement des maîtres-auxiliaires est aussi très grand. Même situation morale, même manque de création de postes. Que fera-t-on dans l'avenir

des futurs diplômés qui sortiront des universités ?

Pourtant il y aurait une solution. Il s'agirait d'améliorer la qualité de l'enseignement en respectant certaines normes d'efficacité. Par exemple : pas plus de 25 élèves dans les classes, l'embauche de surveillants en nombre suffisant, de conseillers d'orientation, etc...

Il y a eu 16 titularisations de maîtres-auxiliaires cette année, sur un total d'environ 200.

Le gouvernement réagit avec beaucoup plus de rapidité quand il faut faire venir des forces de répression supplémentaires et quand il faut construire des casernes nouvelles, ou bien encore améliorer le matériel dont se servent ses forces de répression. Les dépenses inutiles sont plus facilement faites, que celles qui ont trait aux besoins réels de la population.

Il est probable que la rentrée verra se manifester le mécontentement des enseignants. Il faudrait que ceux-ci pensent à faire aussi appel aux parents car ces derniers sont concernés par la qualité de l'enseignement qui est donné, et donc, par la situation des enseignants.

## TELEVISION LA MAIN-MISE DU POUVOIR !

A voir dimanche, un film d'Alain Tanner. Samedi, l'émission de variétés risque d'être intéressante à cause de Brassens, Mouloudji, Pierre Etaix, Annie Fratellini et Oscar Peterson. L'émission s'intitule NUMERO UN et passe à 21h 19.

A part cela, rien de bien intéressant. On ne peut que déplorer une fois de plus l'absence de toute création locale.

N'y aurait-il pas d'argent pour cela ? Ou s'agit-il, là aussi, de la politique d'assimilation forcée ?

La télévision devrait être un instrument de culture. S'il est impensable qu'on y pas-

se que des émissions parlant des Antilles, il est tout aussi intolérable qu'aucune création locale ne prenne place sur l'écran de "FR3".

Il est vrai que le pouvoir colonial craint toute vérité, et ouvrir l'antenne de la radio et de la télévision à la création artistique, aux débats ou autres formes d'émission, serait la porte ouverte à des critiques ou à la diffusion d'idées et de vérités que le pouvoir préfère tenir sous le boisseau. Là aussi le colonialisme est présent.

## LEGISLATION DU TRAVAIL

### LES DELEGUES DU PERSONNEL .

Il sont obligatoires dans toutes les entreprises de plus de dix salariés.

Leur nombre :

Pour 11 à 25 salariés 1 titulaire, 1 suppléant.

Pour 26 à 50 salariés 2 titulaires, 2 "

" 51 à 100 " 3 " 3 "

" 101 à 250 " 5 " 5 "

" 251 à 500 " 7 " 7 "

Election : ces délégués doivent être élus par les travailleurs. Est électeur tout travailleur ayant 18 ans et plus et ayant 6 mois d'activité dans l'entreprise. Pour être candidat, il faut être âgé de 18 ans et travailler depuis 1 an dans l'entreprise.

Leur rôle : défendre les intérêts de leurs camarades travailleurs face aux patrons, présenter leurs revendications.

Pour l'exercice de sa fonction, le délégué a droit à :

- 15 heures par mois, payées par le patron
- Un panneau d'affichage.
- Un local.

Le délégué du personnel ne peut être licencié qu'en cas de faute très grave et pour cela l'accord de l'inspection du travail est nécessaire.

\* \* \* \* \*

Directeur de publication : M.E. ZOZOR  
Commission paritaire : N° 51728  
Ronéo du journal : Pointe à Pitre  
Correspondance : G. Beaujour  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
3ème supplément au mensuel n°53